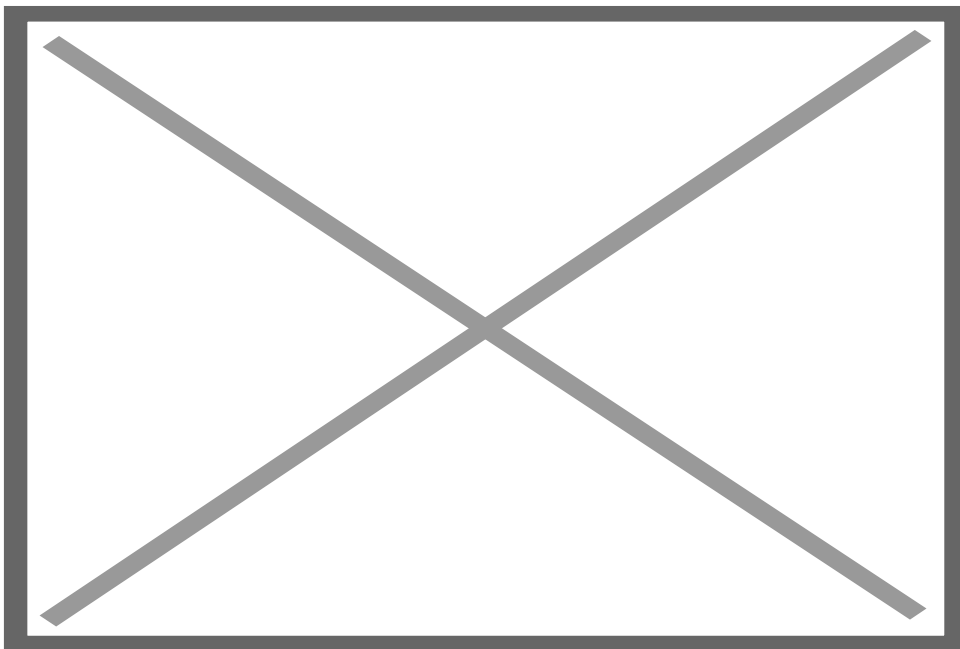


La convocation pour crimes de guerre a-t-elle forcé Tzipi Livni   annuler son voyage   Bruxelles ?

Description

Par Ali Abunimah, 19 janvier 2017



Les magistrats belges prévoient d interroger l ancienne Ministre des Affaires  trang res Tzipi Livni sur les crimes de guerre   Gaza. ([Flickr](#))

L ancienne Ministre des Affaires  trang res [Tzipi Livni](#) a annulé une visite   Bruxelles prévue pour la semaine prochaine.

La nouvelle arrive alors que les magistrats belges confirment que Livni devait être questionnée dans une enquête en cours pour crimes de guerre.

Livni était attendue   Bruxelles le 23 janvier pour une conférence au Parlement européen, mais elle s est retirée, invoquant une maladie, [d apr s](#) le quotidien belge *Le Soir*.

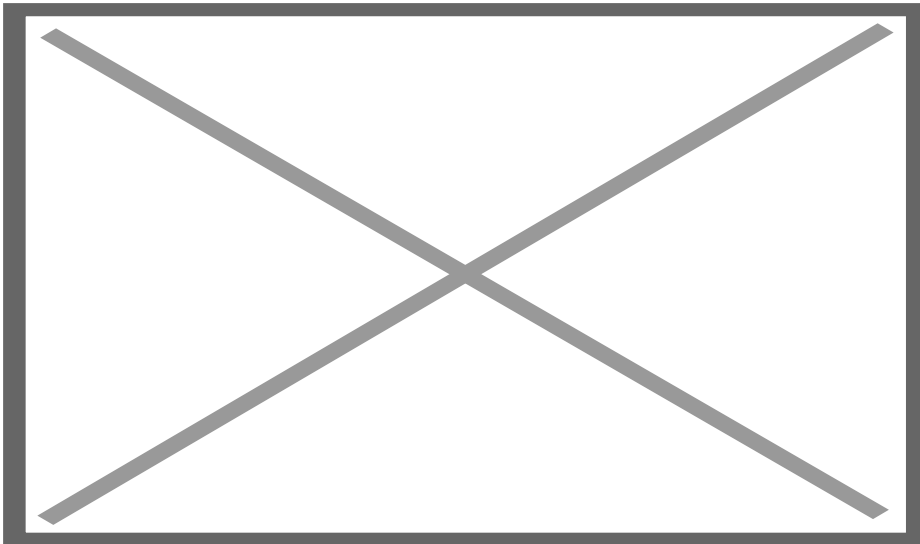
Livni n tait apparemment [pas trop malade pour parler](#) mercredi   l agence new-yorkaise du groupe de lobby pro-Israël Anti-Defamation League.

Les officiels israéliens, [y compris Livni](#), ont un long [passé](#) d [annulations](#) de visite   l  tranger par peur d arrestation.

Thierry Wertz, un procureur belge, a dit *À Le Soir* que les autorités judiciaires fédérales *« comptaient profiter du passage de Mme Tzipi Livni pour tenter de faire avancer l'enquête »*.

D'après *Le Soir*, les commentaires de Wertz indiquent que les procureurs prévoyaient d'interpeller formellement Livni pour interrogatoire.

«chapper À la justice



Livni *À un petit déjeuner de l'ADL À New York le 18 janvier (via ADL)*

Livni est l'objet d'une plainte par des victimes, déposée à Bruxelles en 2010 pour crimes de guerre au cours de l'opération plomb durci *« à l'attaque d'Israël sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 qui a tué plus de 1 400 Palestiniens.*

L'association Belgo-Palestinienne, un groupe de solidarité avec la Palestine, a déclaré dans un [communiqué de presse](#) que les plaintes avaient été déposées contre plusieurs leaders israéliens en relation avec l'attaque de Gaza.

Il indique que Livni était une participante aux décisions à l'époque de l'attaque.

Livni elle-même [a dit](#) aux médias israéliens en janvier 2009 : *« Israël a fait preuve d'un véritable hooliganisme au cours de la récente opération que j'ai réclamée. »*

Le rapport Goldstone, une enquête indépendante commissionnée par l'ONU sur l'attaque, [cite aussi Livni](#) déclarant : *« Israël n'est pas un pays sur lequel on tire des missiles et qui ne répond pas. C'est un pays où quand vous tirez sur ses citoyens, il répond en se déchaînant et c'est une bonne chose. »*

Israël prétend que l'attaque sur Gaza était une réponse des missiles tirés par des groupes armés palestiniens, mais la [propre chronologie](#) du gouvernement israélien montre qu'un cessez-le-feu accepté, qui avait été effectif pendant des mois, ne s'est effondré qu'après qu'[Israël l'ait rompu](#) en lançant plusieurs attaques meurtrières sur Gaza début novembre 2008.

Il l'a ensuite son attaque principale sur Gaza, qui avait [en préparation pendant six mois](#).

L'association Belgo-Palestinienne dit que d'après les lois belges, certaines déclarations de Livni constituent par elle-même des crimes de guerre. Elle a appelé à son arrestation à son arrivée.

Le rapport Goldstone indique que lorsqu'un pays n'enquête pas et ne poursuit pas lui-même les crimes de guerre, « les mécanismes de la justice internationale doivent être activés pour empêcher l'impunité ».

Livni a échappé à la justice [au moins quatre fois](#) au cours de voyages en Europe ces dernières années.

En juillet dernier, la police britannique l'a convoquée pour interrogatoire sur les crimes de guerre, mais à cette occasion elle a échappé à ses responsabilités à cause de la complicité du gouvernement britannique, qui lui a accordé une immunité diplomatique spéciale.

Décourager la contestation

La [conférence](#) de Bruxelles à laquelle Livni devait participer vise à contrer le mouvement à direction palestinienne boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

Elle est sponsorisée par le lobby pro-Israël Europe Israel Public Affairs (EIPA) et par la mission israélienne à l'UE.

Avec d'autres officiels israéliens, elle doit se tenir en présence de Ioan Mircea Pascu, le vice-président du Parlement européen.

Les organisateurs de l'événement semblent décourager activement la présence de quiconque leur fait craindre des questions critiques.

David Cronin de The Electronic Intifada a fait remarquer sur la page Facebook de l'EIPA qui n'avait pas reçu de réponse à sa demande d'inscription.

Le groupe [a répondu](#) que « cet événement est pour les supporters d'Israël et pour ceux qui s'opposent au mouvement BDS diviseur et fondamentalement antisémite. En tant que contributeur de The Electronic Intifada et militant anti-Israël bien connu, nous n'avons aucune idée de pourquoi notre événement vous intéresserait. »

L'EIPA a suggéré que Cronin participe à un « événement pro-BDS » prévu au même moment.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : JPB pour l'Agence Média Palestine

date créée

2017/01/20